

REPUBLIC DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

**PRESIDENCY OF THE REPUBLIC**

CABINET CIVIL

CIVIL CABINET

Comité National d'Organisation des  
Cinquantièmes de l'Indépendance  
et de la Réunification du Cameroun

National Organizing Committee for the  
Fiftieth Anniversaries of the Independence  
and Reunification of Cameroon

**CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE YAOUNDÉ**

**YAOUNDE INTERNATIONAL CONFERENCE**

Comité Scientifique

Scientific Committee

## RAPPORT GENERAL DES TRAVAUX

\*\*\*\*\*

Palais des Congrès, Yaoundé le 19 mai 2010

Les 18 et 19 mai 2010, se sont tenus au Palais des Congrès de Yaoundé les travaux de la Conférence Internationale de Yaoundé *Africa 21* sur le thème : « *L'Afrique, une chance pour le monde : réalités et défis* ».

La cérémonie solennelle d'ouverture présidée le mardi 18 mai 2010 par Son Excellence Paul BIYA, Président de la République du Cameroun a été rehaussée par la présence de **S.E. Blaise COMPAORE**, Président de la République du Faso, de **S.E. Fradique de MENEZES**, Président de la République de Sao Tomé et Principe et de **S.E. Ali BONGO ONDIMBA**, Président de la République Gabonaise. Elle a été ponctuée par huit interventions.

En premier lieu, le mot de bienvenue du Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé qui s'est dit particulièrement honoré d'accueillir un tel aréopage de personnalités avant d'exprimer les souhaits de bienvenue et d'agréable séjour à l'ensemble des participants.

Ensuite l'important discours d'ouverture de **Son Excellence Monsieur Paul BIYA**, Président de la République du Cameroun, qui a jeté un regard rétrospectif et prospectif sur les indépendances africaines et tracé les lignes forces de la Conférence internationale de Yaoundé, avant de déclarer ouverts les travaux de ces assises.

Intervenant par la suite, le Président de la République Gabonaise, **S.E.M. Ali BONGO ONDIMBA** s'est appesanti sur le rôle et la place de la jeunesse dans la construction de l'Afrique contemporaine. Il a en outre relevé les vertus de l'intégration régionale dans la zone CEMAC au sein de laquelle le Cameroun apparaît comme une locomotive naturelle.

Le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies, **M. Ali ABDUSSALAM TRIKI** est quant à lui revenu sur le rôle joué par l'ONU dans le processus d'autodétermination des peuples africains avant d'aborder les principaux enjeux de l'organisation mondiale vis-à-vis de l'Afrique que sont la préservation de la paix et la promotion du développement.

**Mme Asha-Rose MIGIRO**, Sous-Secrétaire Générale des Nations Unies a indiqué qu'après 50 ans d'indépendance, la situation de l'Afrique n'est pas aussi désastreuse qu'on le dit. Elle a rendu hommage aux pères fondateurs des Etats africains avant d'engager les leaders actuels à plus de volontarisme pour que l'afro-optimisme se traduise dans les réalisations quotidiennes.

Dans son intervention, le Secrétaire Général du Commonwealth, **M. KAMALESH SHARMA** a mis l'accent sur quelques unes des valeurs que défend son organisation dans son partenariat avec les Etats africains membres. Il a également dressé le bilan du partenariat avec le Cameroun depuis son admission dans l'organisation en 1995, en insistant sur certains aspects comme le soutien aux institutions universitaires et l'appui au renforcement des mécanismes électoraux.

**M. Mohamed El BARADEI**, ancien Directeur Général de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique a, quant à lui, formulé des réflexions en vue de l'émergence de l'Afrique, au nombre desquelles la dynamisation de l'intégration régionale et l'implication de la diaspora dans les processus de développement.

Au terme de cette série d'allocutions, est intervenue l'un des faits marquants de la cérémonie d'ouverture avec la remise de la Flamme de la Paix au Président de la République du Cameroun, **Son Excellence Paul BIYA**, par le Président de la Commission de l'Union Africaine, **M. Jean PING**. Pour M. PING, ce geste symbolique marque la reconnaissance de l'Afrique pour le rôle essentiel joué par le Président BIYA dans la consolidation de la paix en Afrique.

Intervenant suite à la réception de la Flamme de la Paix, le Chef de l'Etat camerounais a relevé que l'acceptation de ce symbole devait être comprise comme un engagement de sa part à poursuivre le combat pour la paix si cher aux peuples camerounais et africains. Il a enfin formulé le vœu que cette flamme illumine non seulement le Cameroun, mais aussi l'Afrique et le Monde.

La cérémonie d'ouverture s'est achevée par une photo de famille.

Les travaux de la Conférence internationale de Yaoundé proprement dits, organisés en séances plénières et en ateliers ont démarré immédiatement après la séance d'ouverture.

### **SEANCE PLENIERE N°1**

La séance plénière n°1 était présidée par **M. Michel ROCARD**, ancien Premier Ministre français, avec pour modérateur **M. Louis Sylvain NGOMA**, Secrétaire Général de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, et rapporteur **M. Daniel EDOU NGUEMA**, Conseiller économique et financier à l'Union Africaine.

La première plénière portait sur le thème « *Comment l'Afrique peut-elle tirer un meilleur parti de ses ressources ? Ressources, démographie, marchés, etc.* ».

Dans son exposé liminaire, **M. Alain JOYANDET**, Secrétaire d'Etat chargé de la coopération et de la francophonie de la République française a d'emblée posé le problème de l'interaction entre l'aide publique au développement et les financements publics privés pour faire reculer la pauvreté, dans une logique de complémentarité, comme en témoigne le mécanisme français du « Contrat Désendettement Développement » (C2D). Après avoir relevé le rôle de la puissance publique dans la dynamisation et la régulation des initiatives privées, il a souligné la disponibilité d'importants financements pour

la réalisation des projets de développement en Afrique, à travers l'Agence française de développement (AFD).

Intervenant à son tour, **M. Michel ROCARD** a salué le regain de croissance qui innervé de nombreux Etats africains, du fait de l'allégement du poids de la dette, de la diversification de la coopération et des échanges commerciaux en direction des pays émergents. Pour que ce renouveau soit une chance de relèvement durable, l'Afrique doit limiter les importations et assurer son autosuffisance alimentaire, en développant et protégeant son agriculture vivrière. Elle doit particulièrement se prémunir contre les distorsions des marchés financiers, sources d'inflation et de désordres sociaux, investir dans la recherche et l'innovation pédagogique à travers le télé-enseignement, améliorer le climat des affaires.

**Mme Valentine RUGWABIZA**, Directrice générale adjointe de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a relevé que, en dépit de la croissance enregistrée ces 15 dernières années sur le continent, du fait des réformes structurelles mises en œuvre, la part de l'Afrique dans le commerce mondial est de 3%. Cette situation découle, entre autres, d'une faible pénétration des produits africains sur le marché global ou préférentiel, en raison de la porosité des structures de production et d'une offre commerciale insuffisante ; de la persistance des structures économiques héritées de la colonisation ainsi que de la récurrence du phénomène de l'escalade tarifaire.

**M. Arnold EKPE**, Président Directeur Général de ECOBANK a insisté sur la nécessité pour les gouvernements et les institutions régionales de mettre l'accent sur la libre circulation des capitaux, des biens et des personnes, le développement des infrastructures, notamment énergétiques, la construction des marchés viables, attractifs et intégrés.

Evoquant les réformes institutionnelles engagées au sein de la Communauté économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) depuis 2007, réformes qui visent à faire de cette zone une puissance énergétique, un pôle métallurgique et une puissance verte, **M. Antoine NTSIMI**, Président de la Commission de la CEMAC a indiqué que le développement de l'Afrique passe par la transformation et la consommation locale des produits africains, la lutte contre les égoïsmes nationaux qui constituent un handicap à l'intégration économique.

Dans son intervention, **M. Stefan LIEBING**, Directeur du Département International Gas Business d'Energie BADEN WÜRTEMBERG A.G a relevé l'importance d'une véritable coopération dans la gestion des ressources naturelles et des projets de développement.

**M. MARRAUD des GROTTES**, Directeur Afrique de TOTAL, estime pour sa part que l'Afrique gagnerait à développer son potentiel énergétique encore faiblement exploité tout en veillant à la préservation de l'environnement.

Au cours des échanges qui ont suivi, les participants ont insisté sur la nécessité de rationaliser les dispositifs institutionnels d'intégration en Afrique, de renforcer les valeurs d'éthique et l'implication des intellectuels dans les processus de développement des Etats, d'accroître les infrastructures régionales et continentales, de mettre en place des dispositifs de correction des distorsions du marché international.

### **SEANCE PLENIERE N°2**

Le thème de la plénière n°2 était intitulé « Bonne Gouvernance et performance économique ».

Présidée par **M. Abdoulie JANNEH**, Sous-Secrétaire des Nations Unies et Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique, la plénière n°2 avait pour modérateur **M. Zéphyrin DIABRE**, Directeur du Département Afrique Moyen Orient chez AREVA et comme rapporteur **Mme Leila MOKADEM**, chef de la Division du Secteur Privé à la Banque Africaine de Développement.

Dans son mot introductif, **M. Abdoulie JENNEH** a précisé que la gouvernance, qu'il définit comme l'accès équitable de tous au pouvoir et aux richesses, constitue le levier de la performance économique.

Pour **M. Michel CHARASSE**, ancien Ministre, membre du Conseil Constitutionnel français, affirme que seul un Etat fort et démocratique peut garantir à la fois la gouvernance et la performance économique.

Le **Professeur Stéphane DOUMBE-BILLE** et **M. Emmanuel GOLOU**, Député à l'Assemblée Nationale du Bénin ont plaidé pour le renforcement de la gouvernance locale dans la mise en œuvre des stratégies de développement, en veillant à la sauvegarde de l'intégrité et de la cohésion des Etats.

**M. Jean Louis BILLON**, Président de la Chambre de commerce de la Côte d'Ivoire a relevé la nécessité d'adresser la question foncière et la satisfaction des besoins primaires des populations comme fondements d'une bonne gouvernance.

Pour sa part, **M. BROADMAN**, Directeur Général D'ALBRIGT Group a signalé que le déficit de gouvernance est de nature à hypothéquer durablement le développement des Etats africains.

**M. François BOURGUIGNON**, Directeur de l'Ecole d'Economie de Paris a noté que le taux de croissance, en nette augmentation en Afrique, augure des perspectives reluisantes et que la consolidation des acquis enregistrés constitue, au-delà de la seule gouvernance, une condition de la performance économique. Aussi a-t-il suggéré le développement industriel pour lutter efficacement contre le chômage et la productivité agricole pour atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Le Professeur **Joseph NTUDA EBODE**, Géostratège, a relevé le caractère multidimensionnel de la gouvernance qui oppose des conceptions du monde différentes et dont la seule dimension économique n'assure pas le développement.

Au terme des échanges, un consensus s'est dégagé sur le renforcement de l'Etat de droit comme vecteur de la performance économique.

### **SEANCE PLENIERE N°3**

Sous la présidence de **M. Kordje BEDOUMRA**, Vice-président de la Banque Africaine de Développement (BAD) et la modération de **M. Bernard KEMICHE**, la troisième plénière a porté sur « **les conditions financières du développement africain** ». Elle avait pour rapporteur le **Pr. Bruno Bekolo EBE**.

Dans son intervention liminaire, M. Kordje BEDOUMRA a indiqué que l'impulsion d'une dynamique de croissance en Afrique passe notamment par la mobilisation de l'épargne nationale, le renforcement du système bancaire à l'échelle nationale et régionale et la diversification des systèmes financiers.

Pour **M. Abdoulaye BIO-TCHANE**, des efforts significatifs doivent être portés sur la consolidation de la fonction d'intermédiation financière, la libéralisation financière, la poursuite des réformes macroéconomiques et la création de nouveaux instruments et institutions financiers tels que les fonds d'investissement, les sociétés de capital risque.

Pour le **Professeur Chicot EBOUE**, la question du financement du développement renvoie au problème de l'attractivité financière de l'Afrique et à la question de la promotion des investissements.

**M. Dominique LAFFONT**, Président de Bolloré Africa Logistics, a relevé le changement opéré dans la perception du risque en Afrique, qui favorise des stratégies d'investissement de plus en plus fortes. Pour que cette perception positive soit maintenue, il a mentionné l'acceptation par les opérateurs privés d'un niveau plus élevé de risque et l'allongement des délais de retour sur investissements, le développement des partenariats public-privé, favorisant la modernisation des secteurs stratégiques et l'augmentation des investissements privés en provenance des pays émergents

Pour **M. Paul KAMMOGNE FOKAM**, Président d'Afriland First Bank, les principaux leviers dont dispose l'Afrique dans ce domaine résident dans la maîtrise de la technologie, le développement du capital humain et la culture de l'effort

Selon **M. Pierre JACQUET** de l'Agence Française de Développement (AFD), l'expansion des marchés financiers à travers la collecte et l'allocation de l'épargne vers les circuits de production, l'essor de la microfinance et la réorientation de l'aide publique figurent au rang des conditions financières du développement africain.

**M. Daniel COHEN** de l'École d'Économie de Paris a introduit son intervention en relevant que l'économie mondiale sort d'une crise majeure qui n'a pas épargné l'Afrique. Pour relancer la croissance, il faut surmonter les handicaps liés au capital humain, à l'accumulation du capital physique et à la productivité des facteurs.

**M. Bernard KEMICHE** a conclu la série des interventions en relevant la convergence des divers exposés.

Les débats qui ont suivi ont principalement porté sur le caractère procyclique ou contracyclique des réformes macroéconomiques, l'importance et les conditions de renforcement de la confiance en soi, l'urgence de la réappropriation par l'Afrique de la pensée du développement, le statut de la monnaie et du régime de change.

#### **SEANCE PLENIERE N°4**

Les travaux de la plénière n° 4 portant sur « les réponses concertées aux enjeux de sécurité » se sont déroulés sous la présidence de **M. Michel SIDIBE**,

Directeur Exécutif de l'ONUSIDA, avec pour modérateur le Professeur **Garth Le PERE** de l'Université de Pretoria, et pour rapporteur le Professeur **Pierre MOUKOKO MBONJO** de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun.

Dans son propos introductif, M. Michel SIDIBE a mis en évidence les transformations de la problématique de la sécurité en Afrique en insistant sur le caractère multidimensionnel de celle-ci, avant de relever l'apparition de nouveaux facteurs d'insécurité comme le VIH-SIDA.

Le Professeur **Alain BAUER** a présenté une analyse criminologiste de l'insécurité pour constater que le crime est une entreprise en pleine expansion. Pour y faire face, la pensée criminologique africaine doit se renouveler, dépasser la simple compilation des informations et donner plus de place à l'analyse.

M. **Michael CHERTOFF**, ancien Secrétaire américain à la sécurité intérieure a noté l'émergence de la cybercriminalité contre laquelle l'Afrique semble impuissante. Il a noté par ailleurs la nécessité de porter un regard attentif sur la sécurité maritime.

Pour le Professeur **Paul Simon HANDY**, le nouveau paysage de l'insécurité en Afrique est marqué entre autres par la criminalité transfrontalière, la persistance de milices, le banditisme sous couvert de revendications politiques et la piraterie. Il a constaté l'inadaptation de l'architecture africaine de paix et de sécurité avant de proposer la fin du monopole des armées sur cette question.

Selon le Professeur **Marc Louis ROPIVIA**, l'émergence d'une politique concertée de sécurité en Afrique passe par la constitution d'une élite stratégique, l'établissement d'une synergie militaires-civils et l'appropriation du concept de sécurité du développement.

Le Professeur **Alpaslan OZERDEM** a souligné la non-corrélation entre désarmement et sécurité avant d'insister sur la promotion de politiques publiques de formation professionnelle et de création d'emplois au profit des combattants démobilisés.

Le Professeur **Martin NDEDE** a fait remarquer le niveau élevé de sinistralité en Afrique, et la définition de politiques concertées pour y faire face.

L'expérience de l'**International Crisis Group**, notamment en Afrique de l'Ouest telle que présentée par M. **Richard MONCRIEFF** a fait état de la persistance des poches d'insécurité transfrontalière en dépit de l'extinction des

principaux foyers de tension. Il a indiqué que cette situation serait due, entre autres, à l'impunité dont jouissent les anciens combattants et à la fragilité des processus démocratiques, tout en soulignant la nécessité de renforcer les forces de police et gendarmerie dans la gestion des situations post-confliktuelles.

Enfin, le Professeur Garth Le PERE a relevé le déclin significatif des conflits armés sur le continent de l'ordre de 60%, avec pour conséquence l'amélioration de la gouvernance démocratique des Etats.

Le débat qui a suivi ces présentations a tourné autour de la corrélation entre pauvreté et criminalité, l'insécurité médicale, l'intégration régionale comme facteur de sécurisation, la dimension prévention dans la gestion des conflits, l'architecture sécuritaire de la CEMAC, la distinction entre réponse concertée et réponse collective en matière de sécurité.

### **SEANCE PLENIERE N°5**

Présidée par **M. Jean PING**, Président de la Commission de l'Union Africaine, et modérée par **M. Alexander RAHR**, Directeur de Programme au German Council on Foreign Relations, la plénière n°5, portait sur le thème suivant : « **la nouvelle donne stratégique : quelle place pour l'Afrique sur la scène internationale ?** ». Elle avait pour rapporteur **M. IKOME Francis** de l'Institute of Global Dialogue de Pretoria.

Intervenant en premier, **M. Jean PING** a noté que le monde ne peut plus se permettre d'ignorer l'Afrique, qu'elle y a sa place et qu'elle doit résolument la prendre, en me.

**M. Alain JUPPE**, ancien Premier Ministre Français et Maire de Bordeaux estime que les chances de développement de l'Afrique sont élevées, qu'il y souffle actuellement un vent de confiance et d'optimisme.

Pour lui, l'Afrique a pour principaux atouts ses hommes, sa terre, sa culture, ses valeurs. Son avenir passe par la poursuite de la construction d'Etats de droit solides, par le renforcement de la coopération régionale, le développement de partenariats globaux, notamment avec les pays émergents, la préservation du partenariat nord-sud et le développement de la coopération décentralisée.

**M. Mohamed El BARADEI** a, quant à lui, suggéré de s'attaquer aux causes profondes des problèmes et à ne pas se contenter de traiter les symptômes. Pour que l'Afrique prenne sa place, il faut changer résolument de paradigme des relations internationales, de sortir d'une logique de compétition

et de domination, comme le montre la question nucléaire, pour une logique de coopération.

**M. Shao – Lei Feng** de l'East China Normal University, a évoqué les paramètres fondamentaux des relations sino-africaines. Celles-ci sont fondées sur le respect des peuples africains et des choix de leurs dirigeants, ainsi que l'approche partenariale mutuellement bénéfique.

Pour sa part, **M. Jean-Louis ROY** a souligné que l'Afrique est dans une situation stratégique nouvelle, qui lui permet d'avoir un agenda nouveau de son développement.

## LES ATELIERS

Les travaux en ateliers ont permis d'approfondir la réflexion sur un certain nombre de problématiques.

En ce qui concerne **l'atelier n°1** consacré à « *l'agriculture et à l'environnement de demain* », sous la modération de **M. Jean Jacques EKINDI**, Député à l'Assemblée Nationale du Cameroun, les panélistes ont dressé l'état des lieux du secteur agricole africain avant de proposer des pistes de solutions visant à faire de l'agriculture, un véritable moteur de développement du continent.

Ils ont suggéré, entre autres, l'augmentation substantielle des crédits destinés au financement des politiques agricoles, la vulgarisation des produits de la recherche agricole et le développement des exploitations agricoles intensives sur de grandes surfaces à travers une mécanisation adaptée.

Sous la modération du Professeur **Henri HOGBE NLEND**, Ancien Ministre, **le deuxième atelier** s'est penché sur le thème « *une meilleure exploitation des matières premières et des ressources énergétiques au service du continent* ».

A l'issue d'un débat qui aura permis de mettre en relief différents problèmes qui entravent l'exploitation judicieuse du riche potentiel dont dispose l'Afrique, les participants ont recommandé l'adhésion de l'ensemble des Etats à l'Initiative de transparence dans les industries extractives.

**L'atelier n°3** sur le thème « *favoriser l'émergence d'un secteur privé africain* » a, sous la conduite de **M. Olivier RAY**, Chargé de mission à l'AFD, relevé que le difficile accès au crédit, l'instabilité et l'insécurité juridique, judiciaire et fiscale et l'absence d'une véritable culture d'entreprise constituent

autant d'écueils à l'intégration des économies africaines. Pour les surmonter, il est apparu nécessaire de promouvoir la création de grandes multinationales africaines à côté du développement des PME et PMI, l'édiction de normes fiscales claires et attractives de même que la protection de la propriété intellectuelle et industrielle.

**L'atelier n° 4** qui portait sur le thème « *Renforcer l'intégration économique du continent* », était placé sous la modération de **M. Ferdinand Léopold OYONO**, Ambassadeur itinérant et ancien Ministre d'Etat. Après un exposé liminaire consistant et édifiant du Ministre d'Etat OYONO et des échanges francs et denses, il a été recommandé de rationaliser le périmètre des organes d'intégration régionale afin de les rendre plus fortes pour éviter les doubles emplois, les déperditions de ressources, et développer un tissu infrastructurel intégrateur notamment en matière de transports et d'énergie.

**L'atelier n°5**, présidé par le **Dr Adamou NDAM NYOYA**, a permis d'aborder les actions susceptibles de « **promouvoir une intégration économique et sociale de la jeunesse africaine** ». Pour un arrimage réussi de cette cible à la mondialisation, les participants ont mentionné une adéquation entre la formation et l'emploi par le biais de la professionnalisation des savoirs, le rapprochement des espaces de socialisation par l'élaboration des programmes et systèmes éducatifs intégrés, le renforcement de la mobilité universitaire et professionnelle (*brain circulation*) ainsi que la promotion d'une approche de « diaspora positive » (*brain gain*).

Pour accompagner cette dynamique nouvelle, les panélistes ont insisté sur la conception et la mise en œuvre de politiques pertinentes de justice sociale qui magnifient les valeurs d'excellence, de travail et de mérite avant de suggérer la mise en place de fonds de garantie à l'auto emploi des jeunes.

Après ces échanges riches, pertinents et futuristes, la cérémonie de clôture présidée par S.E. Paul BIYA, Président de la République du Cameroun a été ponctuée par la communication de M. KOFFI ANAN, ancien Secrétaire Général des Nations Unies, Prix Nobel de la Paix, le message de Sa Sainteté le Pape BENOIT XVI, lu par son envoyé spécial, Son Eminence le Cardinal Peter KODWO APPIA TUCKSON, Président du Conseil Pontifical Justice et Paix, la lecture de la Déclaration de Yaoundé.

Dans son discours de clôture, S.E. Paul BIYA, Président de la République du Cameroun, Président de la Conférence Internationale de Yaoundé « Africa 21 » a notamment demandé aux africains de mettre fin au misérabilisme ambiant et de prendre leur part dans les affaires du monde.

L'éclat et la solennité de la cérémonie de clôture ont été rehaussés par l'auguste et fort significative présence des Chefs d'Etat des pays frères et amis suivants :

- S.E. Teodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO, Président de la République de Guinée Equatoriale
- S.E. Denis SASSOU NGUESSO, Président de la République du Congo
- S.E. Idriss DEBY ITNO, Président de la République du Tchad
- S.E. Laurent GBAGBO, Président de la République de Côte d'Ivoire
- S.E. Fradique BANDEIRA DE MENESEZ, Président de Sao Tome et Principe
- S.E. François BOZIZE, Président de la République de Centrafrique
- S.E. Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République Gabonaise

Fait à Yaoundé, le 19 Mai 2010

*Je vous remercie de votre attention*

**Pr Jacques FAME NDONGO,  
Rapporteur Général de la Conférence Internationale de Yaoundé (CIY)  
Président du Comité Scientifique de la CIY  
Ministre de l'Enseignement Supérieur de la République du Cameroun**